



NPA
NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

RÉVOLUTIONNAIRES

POUR UN PARTI DES TRAVAILLEURS ET TRAVAILLEUSES, COMMUNISTE ET INTERNATIONALISTE

CHRU
Besançon

4 décembre 2023

Ni trêve ni humanité sous le capitalisme

La « trêve humanitaire » à Gaza célébrée par les dirigeants des grandes puissances préparait en fait une nouvelle offensive de l'armée israélienne. Au sud cette fois, là où les Gazaouis sont invités à fuir. C'est au tour de Rafah, la ville par laquelle les convois humanitaires transitent depuis l'Égypte, d'être bombardée. Frappes aveugles ? Non, des frappes ciblées, car c'est l'ensemble de la population palestinienne que le gouvernement israélien cherche à terroriser et voudrait chasser de sa minuscule bande de terre. Un nettoyage ethnique d'une barbarie indescriptible qui a fait plus de victimes femmes et enfants en deux mois que l'armée de Poutine n'en a fait en Ukraine depuis presque deux ans.

L'extrême droite en embuscade

Comment une telle violence pourrait-elle rester sans effet en France et dans le reste du monde ? Les Arabes sont chassés de Palestine dans le silence complice des dirigeants de toutes les grandes puissances. Alors la canaille d'extrême droite demande pourquoi ils ne seraient pas chassés demain de France, confortée qu'elle est dans son racisme débridé par le soutien de Macron et de l'État français à l'État colonial israélien. La mort à Crépol du jeune Thomas, tué dans une rixe comme il en existe trop, a fourni le prétexte d'une expédition punitive d'escadrons fascistes qui ont cherché à instaurer la terreur dans un quartier populaire de Romans-sur-Isère. D'autres rassemblements de nazillons ont eu lieu également ailleurs, comme à Paris où ils se sont retrouvés à deux cents en faisant le salut hitlérien.

Darmanin dit vouloir dissoudre les groupes d'extrême droite impliqués dans la ratonnade de Romans-sur-Isère. Mais sa politique en reprend pourtant les thèmes et en favorise le développement. La nouvelle loi « Immigration » actuellement débattue à l'Assemblée s'en prend par des moyens bien plus puissants que ceux des petites bandes fachos à nos frères et à nos sœurs étrangers. À ceux et celles qui travaillent dans les cuisines, les chantiers, les Ehpad, les hôpitaux, pour des salaires encore plus misérables que ceux d'entre nous qui ont les « bons » papiers ou la « bonne » couleur de peau. Leur droit de vivre ici serait conditionné au renouvellement de leur contrat de travail, c'est-à-dire au bon vouloir de nos patrons, capables, on le sait, de tous les chantages.

Nous sommes toutes et tous concernés

Le grand patronat, gavé par l'augmentation de leurs marges qui alimente l'inflation, ne veut rien lâcher sur les salaires. Pour mieux nous imposer ces reculs, aidé par le gouvernement, il cherche à nous diviser en s'en prenant aux plus vulnérables d'entre nous, en tentant d'enfoncer un coin entre Français et étrangers. Il veut empêcher une riposte de classe, en brandissant la prétendue guerre « des civilisations ». Ils veulent imposer leur volonté en essayant de bâillonner toute contestation. C'est aussi pour cela que le gouvernement voudrait que nous nous taisions sur la Palestine en jetant le soupçon d'antisémitisme sur quiconque dénonce les massacres !

Nous ne pouvons pas assister passivement à l'écrasement à Gaza de tout un peuple. Des résistances existent, comme en témoignent les manifestations de solidarité au peuple palestinien qui continuent chaque week-end. Il faut les amplifier !

Nous ne pouvons pas davantage laisser ici se développer le poison du racisme qui cherche à dresser des travailleurs contre d'autres travailleurs. Des manifestations sont prévues partout le 18 décembre contre la loi Darmanin et il faudra là aussi qu'elles soient massives.

Face aux attaques du gouvernement et du patronat contre notre niveau de vie et nos conditions de travail, les organisations syndicales restent passives depuis la fin du mouvement sur les retraites. Nous avons besoin de construire un mouvement d'ensemble, sans elles s'il le faut, si nous voulons empêcher d'autres attaques contre nous, de plus grande ampleur encore.

Le gouvernement veut nous faire les poches

L'agence de notation Standard&Poor's a maintenu la « note » de la France, ce qui est supposé rassurer les « investisseurs » sur la sécurité de leurs placements. Bruno Le Maire était bien plus inquiet de ce verdict de l'agence que de la situation des classes populaires. Et il a promis de réduire la dette publique.

Sauf que tout l'argent emprunté et qui a gonflé la dette, nous n'en avons guère vu la couleur ! Pendant la pandémie, les milliards ont coulé à flots dans les caisses d'Air France, des groupes automobiles, d'Airbus, tandis que la part consacrée à soutenir les salaires a été marginale. Et ce ne sont ni les hôpitaux, ni les écoles, ni les transports en commun qui ont bénéficié des cadeaux du gouvernement, bien au contraire.

Mais c'est bien vers les travailleurs que le gouvernement, et les patrons, se tournent pour nous faire rembourser leurs dettes ! Notre pouvoir d'achat ne fait que baisser, tandis que les marges des grosses entreprises ont explosé. Après avoir réduit les droits et indemnités des chômeurs, le gouvernement veut maintenant s'en prendre aux droits au chômage des seniors.

Ne nous y trompons pas : sans un mouvement d'ensemble pour stopper leur machine infernale, les Macron et autres Bruno Le Maire vont continuer à nous faire payer tous les milliards offerts aux entreprises et qui ont surtout alimenté les dividendes records versés aux actionnaires.

Oui à une augmentation de 400 euros pour tous et toutes !

La prime de soins critiques a été annoncée mi-juin pour certains collègues, et devait théoriquement être versée à partir d'octobre... mais il va falloir être patient, très patient. En effet, il paraît que « le logiciel de la paye n'est toujours pas en capacité de réaliser les paramétrages nécessaires à son versement pour les agents concernés ». Il semble que ce problème concerne la majorité des établissements de santé. Si le gouvernement avait accordé une réelle augmentation de l'ensemble des salaires le problème serait déjà réglé.

Entraînement pour les JO ?

Pendant les vagues du Covid, des particuliers avaient versé des sommes d'argent dans une cagnotte pour améliorer les conditions de vie des soignants. Avec cette dernière, il est prévu de faire trois espaces de détente avec des fauteuils relaxants et une salle de cardio-training.

Ces trois espaces de 220 m² devraient ouvrir à la fin du 1^{er} trimestre 2024, de 6 à 23 heures. C'est vrai qu'une bonne séance de cardio-training, rien de tel pour être performant dans la course dans les services... Il fallait y penser !

Conte de Noël à dormir debout

L'hôpital, malgré le manque de personnel et les fermetures de lits qui le gangrènent depuis des mois, vient d'être certifié « Haute qualité des soins avec mention ». La direction est si contente de son joujou qu'elle a annoncé qu'elle allait orner l'ensemble des portes d'entrée de l'établissement avec ce rapport.

L'esprit de Noël a encore frappé !

Halte aux CDD

Dans les laboratoires, nous sommes nombreux à être en CDD parfois d'une ou deux semaines reconductibles. Certains d'entre nous sont en remplacement de congés maternité depuis trois ans.

Une gestation qui questionne !

Une attente insoutenable

Lorsque l'on vient en rendez-vous à l'hôpital, il faut attendre parfois plus d'une heure pour avoir des étiquettes au bureau des entrées. Cela n'empêche pas la direction de diffuser sur les affichages que le CHRU vient d'être accrédité par la haute autorité de santé et a été mis comme établissement recommandé. L'accueil ne doit pas figurer dans les critères.

On marche sur la tête.

Dans le bâtiment gris, l'alarme incendie sonne tous les jours dans certains secteurs. Du coup, plus personne n'y prête attention. C'est lorsque l'on ne l'entend plus que l'on se pose des questions ! Cela n'est pas très rassurant pour le jour où il y aura un réel problème.

Augmentation des primes

À partir du 1^{er} janvier, les indemnités de dimanche et jours fériés ainsi que les indemnités de nuit vont être augmentées. Cette augmentation devrait être de 25 % pour les dimanches et du double pour les indemnités de nuit.

Une augmentation insuffisante au regard de l'augmentation du coût de la vie. Surtout que les primes ne comptent pas pour les retraites. Ce qu'il nous faut, ce sont des augmentations conséquentes : au moins 400 euros pour tous et toutes et pas de salaire en dessous de 2000 euros.

